

Table des matières

<i>Sommaire</i>	5
<i>Avant-propos</i>	7
<i>Remerciements</i>	9
<i>Liste des abréviations</i>	11
Introduction	15
Chapitre 1	
Délimitation de l'objet de l'ouvrage	17
Chapitre 2	
Notion de famille et droit	19
Chapitre 3	
Sources formelles contemporaines du droit de la famille ..	21
Section I – Instruments internationaux	21
§ 1 Diversité des instruments internationaux invoquant la famille ou la vie familiale	21
§ 2 Effets juridiques des traités	22
A. Dans l'ordre international	22
B. Dans l'ordre interne	22
Section II – Constitution	27
Section III – Loi	29
Section IV – Jurisprudence	29
Section V – Doctrine	29
Section VI – Contrats	29
Partie I	
Tribunal de la famille	31
Chapitre 1	
Création du tribunal de la famille	33
Chapitre 2	
Compétence matérielle : l'article 572 <i>bis</i> du Code judiciaire	35
Chapitre 3	
Compétence territoriale : l'article 629 <i>bis</i> du Code judiciaire	39
Section I – Règles inscrites en cascade aux paragraphes 2 à 5	39
Section II – Cas d'une précédente demande	40

Section III – Regroupement éventuel des demandes	41
Section IV – Possibilité de dérogation judiciaire	41
Section V – Choix des parties	42
Chapitre 4	
Mesures urgentes	43
Section I – Urgence invoquée et urgence réputée	43
Section II – Mesures provisoires	46
Section III – Saisine permanente	49
Chapitre 5	
Pouvoirs d’investigation du juge relatifs à la situation des enfants mineurs et audition éventuelle :	
l’article 1253ter/6 du Code judiciaire	53
Section I – Investigations	53
Section II – Audition de l’enfant mineur	54
§ 1 L’article 12 de la CIDE	55
A. Préalable : un droit de l’enfant	56
B. Le contenu de l’article 12	56
C. Les mesures nécessaires à la mise en œuvre de l’article 12	57
D. Les liens entre l’article 12 et les autres droits	58
E. Les jeunes enfants aussi ont le droit de s’exprimer et d’être entendus	60
§ 2 L’article 1004/1 du Code judiciaire	60
Chapitre 6	
Rôle du ministère public	67
Section I – Pouvoir d’action et de réquisition	67
Section II – Affaires communicables et éventuel avis	67
Section III – Interdiction de résidence	69
Chapitre 7	
Dossier familial	71
Chapitre 8	
Modes amiables de résolution des conflits	73
Section I – Information préalable des parties	73
Section II – Médiation	74
§ 1 Médiation extrajudiciaire	75
§ 2 Médiation judiciaire	76
Section III – Droit collaboratif	77
Section IV – Rôle du juge et comparution personnelle des parties	79
Section V – Chambres de règlement à l’amiable	82
Chapitre 9	
Exécution provisoire des décisions du tribunal de la famille	85

Partie II

Couple..... 87

Chapitre 1

Cohabitation de fait..... 89

Section I – Organisation juridique de la cohabitation de fait..... 89

§ 1 Notion de cohabitation de fait.....89

§ 2 Évolution de la cohabitation de fait.....89

§ 3 Régime juridique de la cohabitation de fait.....90

§ 4 Organisation conventionnelle de la cohabitation de fait.....91

A. Conventions relatives aux relations personnelles des concubins..... 91

B. Conventions relatives aux enfants..... 92

C. Conventions relatives aux biens..... 92

D. Forme des conventions de vie commune..... 93

Section II – Séparation des cohabitants de fait..... 93

§ 1 Effets personnels entre les ex-concubins.....95

A. Obligation naturelle novée en obligation civile..... 96

B. Responsabilité civile..... 98

C. Droit conventionnel aux aliments..... 98

§ 2 Effets de la rupture quant aux enfants.....98

§ 3 Effets de la rupture quant aux biens.....99

Chapitre 2

Cohabitation légale..... 103

Section I – Notion de cohabitation légale et déclaration..... 103

Section II – Lutte contre les cohabitations légales frauduleuses ou forcées..... 105

§ 1 Sanctions civiles.....105

§ 2 Sanctions pénales et possibilité d’annulation par le juge pénal...108

§ 3 Sanctions administratives de la cohabitation légale frauduleuse...109

Section III – Effets de la cohabitation légale..... 109

Section IV – Organisation conventionnelle de la cohabitation légale..... 110

Section V – Conflits du couple cohabitant et cessation de la cohabitation légale..... 110

§ 1 Modes de rupture.....110

§ 2 Procédures de règlement des conflits.....111

A. Mesures urgentes avant la cessation de la cohabitation..... 112

B. Mesures urgentes après la cessation de la cohabitation..... 113

§ 3 Effets de la cessation de la cohabitation légale.....113

A. Effets personnels entre les ex-cohabitants légaux..... 113

B. Effets de la cessation quant aux enfants..... 114

C. Effets de la cessation quant aux biens..... 114

Chapitre 3

Mariage	117
Section I – Absence de définition juridique du mariage	117
Section II – Absence de reconnaissance juridique des fiançailles . . .	117
Section III – Conditions du mariage et leur sanction	118
§ 1 Régime des nullités	118
§ 2 Conditions de fond du mariage et leur sanction	120
A. Condition supprimée : différence de sexe	120
B. Première condition de fond : être en vie	121
C. Deuxième condition de fond : avoir atteint l'âge nubile.	121
D. Troisième condition de fond : le consentement des époux.	123
a. Dol	123
b. Lésion	123
c. Erreur	123
d. Violence	124
E. Quatrième condition de fond : avoir l'intention de créer une communauté de vie durable	124
a. Sanctions civiles du mariage frauduleux.	126
1. Contrôle <i>a priori</i>	126
2. Contrôle <i>a posteriori</i>	130
b. Sanctions pénales du mariage frauduleux et possibilité d'annulation par le juge pénal	130
F. Cinquième condition de fond : l'absence de mariage ou de cohabitation légale antérieur non dissous	130
G. Sixième condition de fond : l'absence de certains liens de parenté ou d'alliance	132
§ 3 Conditions de forme du mariage et leur sanction	134
A. Première condition de forme : la déclaration de mariage.	134
B. Deuxième condition de forme : la célébration.	135
§ 4 Mariage putatif	136
Section IV – Effets du mariage entre époux	138
§ 1 Régime primaire	138
A. Devoir de cohabitation	138
B. Devoir de fidélité	140
C. Devoir d'assistance	141
D. Devoir de secours et de contribution aux charges du mariage ..	141
E. Protection du logement principal de la famille	145
F. Exercice d'une profession	146
G. Usage du nom du conjoint	146
H. Perception, gestion et utilisation individuelle des revenus	146
I. Ouverture d'un compte et location d'un coffre-fort	147
J. Possibilité de donner mandat à son conjoint	147
K. Possibilité de demander un mandat judiciaire	147
§ 2 Régime matrimonial secondaire	148
A. Principes	148
B. Convention matrimoniale	148
C. Régime légal	149
a. La composition du patrimoine commun.	150
b. La composition des patrimoines propres	153

c. La distinction entre le titre et la finance	156
d. Les règles de preuve.	157
e. Les droits des créanciers.	158
f. Les règles de gestion des patrimoines	159
g. La dissolution, la liquidation et le partage du régime légal . .	162
D. Séparation de biens	177
Section V – Effets du mariage à l’égard des enfants – renvoi	183
Section VI – Crises du mariage	183
§ 1 Séparation de fait non judiciaire	183
§ 2 Mesures urgentes ordonnées par le tribunal de la famille	184
§ 3 Divorce.	185
A. Divorce après désunion irrémédiable	185
a. Articles 229 de l’ancien Code civil et 1255 du Code judiciaire	185
b. Désunion irrémédiable établie par toutes voies de droit (art. 229, § 1 ^{er} , anc. C. civ. ; art. 1255, § 5, C. jud.)	185
1. Principe.	185
2. Place de la faute	187
3. Faits exclusifs de tout manquement.	187
c. Désunion irrémédiable établie par l’écoulement d’un délai (art. 229, §§ 2 et 3, anc. C. civ. ; art. 1255, §§ 1 ^{er} à 4, C. jud.)	188
1. Délai de séparation ou délai de procédure	188
2. La demande est formée conjointement	188
3. La demande est formée par un seul époux.	189
d. Applicabilité concurrente des preuves de la désunion irrémédiable.	189
e. Procédure au fond	190
1. Délai de l’action	190
2. Introduction de l’action au fond	190
3. Tentative de conciliation et éventuelle médiation (art. 1255, § 6, C. jud.)	192
4. Homologation des éventuels accords	192
5. Modification éventuelle du fondement de la demande et demandes subsidiaires.	193
6. Délai d’appel	193
7. Délai de pourvoi en cassation	194
8. Mention à l’acte de mariage ou établissement de l’acte de divorce.	194
f. Mesures urgentes pendant la procédure en divorce	194
g. Effets du divorce après désunion irrémédiable	197
1. Effets du divorce quant à la personne des ex-époux. . .	197
2. Effets du divorce quant aux biens des ex-époux.	211
3. Effets du divorce quant aux enfants	212
B. Divorce par consentement mutuel.	213
a. Nature du divorce par consentement mutuel	213
b. Formalités préalables au divorce par consentement mutuel . .	213
1. Inventaire	213
2. Règlement transactionnel	214
3. Conventions relatives aux effets personnels du divorce. .	215

c. Procédure en divorce par consentement mutuel.	218
1. Introduction de la demande	218
2. Information et avis facultatif du procureur du Roi	219
3. Éventuelle comparution.	220
4. Modification éventuelle des conventions en cours de procédure.	220
5. Conclusions du procureur du Roi	221
6. Jugement.	221
7. Voies de recours	222
8. Mention à l'acte de mariage ou établissement de l'acte de divorce.	222
d. Effets du divorce par consentement mutuel	222
1. Effets entre époux	222
2. Effets à l'égard des tiers	223
3. Sort des conventions relatives aux enfants	223
§ 4 Séparation de corps.	226

Partie III

Enfants.	227
---------------------------	-----

Chapitre 1

Filiation	229
----------------------------	-----

Section I – Introduction	229
------------------------------------	-----

Section II – Filiation et droits fondamentaux	230
---	-----

Section III – Grandes réformes du droit de la filiation	230
---	-----

Section IV – Établissement de la filiation.	234
---	-----

§ 1 Établissement de la filiation maternelle	235
A. Établissement de la filiation maternelle par l'effet de la loi. . . .	235
a. Principe : la mère est désignée par l'acte de naissance. . . .	235
b. Accouchement sous X	235
B. Établissement de la filiation maternelle par reconnaissance. . . .	237
C. Établissement de la filiation maternelle par jugement	237
§ 2 Établissement de la filiation paternelle	237
A. Établissement de la filiation paternelle par l'effet de la loi	238
a. Présomption de paternité du mari de la mère.	238
b. Désactivation de la présomption de paternité.	239
c. Applications.	240
B. Établissement de la filiation paternelle par reconnaissance	241
a. Hypothèses visées par la loi	241
b. Généralités.	241
c. Formalités	242
d. Conditions de la reconnaissance	244
1. Exigences en matière de lutte contre les reconnaissances frauduleuses.	244
2. Exigences de consentement.	249
3. Enfant incestueux	253
4. Enfant conçu	254
5. Enfant décédé	254
e. Conflits de reconnaissance.	254

C.	Établissement de la filiation paternelle par jugement	255
a.	Subsidiarité de l'action en recherche de paternité	255
b.	Conditions de recevabilité	255
1.	Enfant incestueux	255
2.	Enfant qui n'est pas né viable	255
3.	Cas particulier du viol de la mère par le demandeur en recherche de paternité durant la période légale de conception	255
c.	Conditions de fond.	256
1.	Preuve de la paternité	256
2.	Exigences de consentement.	257
d.	Règles de procédure.	263
1.	Tribunal compétent	263
2.	Titulaires et parties à la cause	263
3.	Délai	264
4.	Décision	264
e.	Effets de la décision établissant la filiation	265
§ 3	Établissement de la filiation à l'égard de la coparente	265
A.	Établissement de la comaternité par l'effet de la loi	265
a.	Présomption de comaternité de l'épouse de la mère	265
b.	Désactivation de la présomption de comaternité	266
B.	Établissement de la comaternité par reconnaissance	266
a.	Hypothèses visées par la loi	266
b.	Formalités	266
c.	Conditions de la reconnaissance	267
1.	Exigences en matière de lutte contre les reconnaissances frauduleuses.	267
2.	Exigences de consentement.	267
3.	Enfant incestueux	268
4.	Enfant conçu	268
5.	Enfant décédé	268
d.	Conflits de reconnaissance.	268
C.	Établissement de la comaternité par jugement	268
a.	Subsidiarité de l'action en recherche de comaternité	268
b.	Conditions de recevabilité	269
1.	Enfant incestueux	269
2.	Enfant qui n'est pas né viable	269
3.	Cas particulier du viol de la mère durant la période légale de conception	269
c.	Conditions de fond.	269
1.	Preuve de la comaternité.	269
2.	Exigences de consentement.	270
d.	Règles de procédure.	270
e.	Effets de la décision	270
§ 4	Établissement de la filiation des enfants issus de personnes transgenres	270
A.	Régime antérieur à la loi de 2017 et régime actuel des personnes transgenres	271
B.	Conséquences de la loi de 2017 sur le droit de la filiation.	275
a.	Enfants nés avant la modification de l'enregistrement du sexe	275

b. Enfants nés après la modification de l'enregistrement du sexe	275
1. Enfants issus d'un homme transgenre (né femme)	276
2. Enfants issus d'une femme transgenre (née homme) . .	276
Section V – Contestation de la filiation	277
§ 1 Règles communes aux actions en contestation de la filiation.	277
A. Modes de preuve.	278
B. Fins de non-recevoir	278
a. Enfant qui n'est pas né viable.	278
b. Possession d'état	279
C. Procédure	282
D. Effets de la décision rendue en matière de filiation	283
§ 2 Contestation de la filiation maternelle.	283
A. Contestation de la filiation maternelle établie par l'effet de la loi . .	284
a. Titulaires de l'action.	284
b. Délais	284
c. Conditions de recevabilité	284
d. Conditions de fond.	284
B. Contestation de la filiation maternelle établie par reconnaissance	285
a. Titulaires de l'action.	285
b. Délais	285
c. Conditions de recevabilité	286
d. Conditions de fond.	286
C. Contestation de la filiation maternelle établie par jugement. . .	286
§ 3 Contestation de la filiation paternelle	287
A. Contestation de la filiation paternelle établie par l'effet de la loi .	287
a. Titulaires de l'action.	287
b. Délais	288
c. Conditions de recevabilité	290
1. Enfant né viable.	290
2. Possession d'état	290
3. Hypothèse de l'insémination artificielle consentie par le mari.	291
d. Conditions de fond.	292
1. Cas où la présomption est dite « forte »	292
2. Cas où la présomption est dite « faible »	292
3. Conditions propres à l'homme qui revendique la paternité et à la femme qui revendique la comaternité	292
B. Contestation de la filiation paternelle établie par reconnaissance. .	293
a. Titulaires de l'action.	293
b. Délais	294
c. Conditions de recevabilité	296
d. Conditions de fond.	297
C. Contestation de la filiation paternelle établie par jugement . . .	298
D. Question particulière : la responsabilité extracontractuelle . . .	298
§ 4 Contestation de la filiation établie à l'égard de la coparente	299
A. Contestation de la comaternité établie par l'effet de la loi	300
a. Titulaires de l'action.	300

b. Délais	300
c. Conditions de recevabilité	300
d. Conditions de fond.	301
B. Contestation de la comaternité établie par reconnaissance	301
a. Titulaires de l'action.	301
b. Délais	302
c. Conditions de recevabilité	302
d. Conditions de fond.	303
C. Contestation de la comaternité établie par jugement	304
Section VI – Impact de la procréation médicalement assistée	
et de la gestation pour autrui sur le droit de la filiation	304
§ 1 Procréation médicalement assistée (« PMA »)	304
A. Conditions d'accès à la PMA.	305
B. Convention	306
C. Sort des gamètes et des embryons surnuméraires.	306
D. Insémination et implantation <i>post mortem</i>	307
E. Filiation.	307
F. Anonymat du don	309
§ 2 Gestation pour autrui (« GPA »)	312
A. Situation en Belgique.	312
B. Établissement de la filiation à la suite d'une GPA pratiquée en Belgique.	313
Section VII – Effets de la filiation	315
§ 1 Principe d'égalité des filiations	315
A. Principe.	315
B. Enfant « incestueux ».	316
§ 2 Attribution du nom de famille	316
A. Une seule filiation établie	316
B. Établissement simultané des filiations	317
C. Établissement successif des filiations et modification de la filiation de l'enfant mineur	317
D. Identité de nom au sein de la fratrie.	318
E. Modification de la filiation de l'enfant majeur	318
F. Changement de nom	319
§ 3 Contribution aux frais d'entretien et d'éducation des enfants.	320
A. Obligation parentale d'entretien, de formation et d'éducation des enfants	320
a. Nature de l'obligation	320
b. Étendue de l'obligation dans le temps	322
c. Détermination du montant de la contribution alimentaire. . . .	327
1. Principe de base : coût de l'enfant et facultés des parents	327
2. Contribution à la dette.	329
3. Modalités de calcul de la contribution alimentaire	329
4. Autorité des décisions rendues en matière alimentaire . . .	334
d. Indexation et éventuelle augmentation de plein droit.	334
e. Éventuelle ouverture d'un compte bancaire	335
f. Voies d'exécution, avances et sanctions.	336
1. Délégation de sommes	336
2. Service des créances alimentaires	337

3. Sanctions pénales	337
g. Prescription	337
B. Action alimentaire non déclarative de filiation à l'égard	
du père vraisemblable	338
a. Principe	338
b. Parties à la cause	339
c. Délai de l'action	339
d. Procédure	339
e. Conditions et modes de preuve	339
f. Montant de la contribution	340
g. Effets de l'action déclarée fondée	340
h. Cessation de l'obligation	340
§ 4 Autorité parentale	341
A. Préalable : le droit de l'enfant à une éducation non violente ...	341
B. Titularité, notion et finalité	346
C. Autorité parentale au sens large et au sens strict	349
D. Prerogatives de l'autorité parentale au sens strict	350
a. Attributs de l'autorité parentale relatifs à la personne	
de l'enfant	350
b. Attributs de l'autorité parentale relatifs aux biens de l'enfant ..	354
E. Exercice	356
a. Principe : l'exercice conjoint de l'autorité parentale	356
b. Exception : l'exercice exclusif de l'autorité parentale	359
F. Sanctions civiles du non-respect du droit d'hébergement	
ou du droit aux relations personnelles	362
G. Fin de l'autorité parentale	363
a. Accession à l'âge de la majorité civile	363
b. Impossibilité durable d'exercer l'autorité parentale	364
c. Déchéance de l'autorité parentale	364
H. Relations personnelles hors autorité parentale	365
I. Accueil familial	368
a. Champ d'application	368
b. Partage des attributs de l'autorité parentale	369
c. Exercice, par les accueillants, des droits et devoirs délégués ..	370
d. Droit de surveillance des parents ou du tuteur et droit	
aux relations personnelles	371
e. Pouvoirs de modification de la délégation	
par le tribunal de la famille	371
f. Fin de la délégation	372
g. Droit aux relations personnelles des ex-accueillants	372

Chapitre 2

Adoption

Section I – Adoption et droits fondamentaux

Section II – Loi du 24 avril 2003 réformant l'adoption et réformes subséquentes

Section III – Types d'adoption en droit belge

Section IV – Conditions de l'adoption interne	376
§ 1 Conditions de fond en cas de première adoption	376
A. Respecter les conditions fondamentales.	376
B. Pouvoir prétendre à la qualité d'adoptant	378
C. Remplir les conditions d'âge	381
a. Dans le chef des adoptants.	381
b. Dans le chef de l'adopté	382
D. Être apte à adopter dans le cas de l'adoption d'un enfant mineur.	382
a. Préparation	382
b. Jugement d'aptitude	383
c. Apparement	383
E. Obtenir les consentements nécessaires	384
a. Dans le chef de l'adoptant	384
b. Dans le chef de l'adopté	384
c. Dans le chef du conjoint ou du cohabitant de l'adoptant ou de l'adopté	385
d. Dans le chef des parents de l'adopté mineur	385
e. Forme du consentement ou du refus	386
f. Contrôle des refus de consentement.	387
§ 2 Conditions de fond en cas de nouvelle adoption.	389
A. Hypothèses d'une nouvelle adoption.	389
B. Consentements en cas de nouvelle adoption	390
Section V – Procédure d'adoption interne	390
§ 1 Compétence <i>ratione materiae</i> et <i>ratione loci</i>	390
§ 2 Requête.	391
§ 3 Enquête du ministère public et recueil des avis	391
§ 4 Enquête sociale.	392
§ 5 Avis du procureur du Roi	392
§ 6 Audience	392
§ 7 Interventions éventuelles.	393
§ 8 Prononciation du jugement.	393
§ 9 Recours et éventuelle nouvelle demande	393
§ 10 Établissement de l'acte d'adoption	394
Section VI – Révision de l'adoption	394
Section VII – Révocation de l'adoption	395
Section VIII – Établissement de la filiation à l'égard de l'adoptant ou d'un tiers	396
Section IX – Effets de l'adoption	397
§ 1 Moment de la prise d'effets	397
§ 2 Effets de l'adoption simple	397
A. Maintien des liens juridiques avec la famille d'origine.	397
B. Nom et prénom.	397
C. Investiture de l'autorité parentale.	398
D. Empêchements à mariage-renvoi.	399
E. Obligation alimentaire.	399
F. Droits successoraux.	399

§ 3 Effets de l'adoption plénière	399
A. Disparition des liens juridiques avec la famille d'origine	399
B. Nom et prénom	400
C. Empêchements à mariage	400
D. Droits successoraux	400
Section X – Droit d'accès aux origines personnelles	401
<i>Index alphabétique</i>	403
<i>Bibliographie indicative</i>	407